



# « QUAND LA POPULATION S'ORGANISE D'ELLE-MÊME

## C'EST QU'ELLE A PERDU CONFIANCE EN L'ÉTAT »

En gironde, dans les Landes, dans le Var, en Haute-Corse les feux de ce mois de juillet caniculaire se déchaînent ravageant des dizaines de milliers d'hectares et provoquant des déplacements de population à une hauteur jamais atteinte en temps de paix.

Comme les faits divers, qui sont souvent le révélateur de l'état d'une société, les catastrophes et leur gestion révèlent les dégâts de décennies d'une politique libérale menée avec un acharnement redoublé par le gouvernement macroniste. Ainsi, les 220 000 déplacés, pour qui rien n'est véritablement mis en place, ne sont pas, comme on peut l'entendre ou le lire dans les médias officiels, des réfugiés climatiques mais les victimes de cette politique.

Macron avait promis que la France disposerait d'une flotte renouvelée de 16 Canadair avant que son premier ministre Gabriel ATTAL annule, en toute discrétion durant les jeux olympiques de l'été 2024, la commande de deux Canadair. Aujourd'hui sur 12 avions, dont la maintenance a été confiée à l'entreprise privée *Sabena Technics*, seuls 5 sont en état de vol. En contrepartie le gouvernement, soutenu par tous les partis du PS au RN, a trouvé 36 milliards supplémentaires pour acheter, notamment des avions capables de larguer des bombes incendiaires.

Dans la même logique, lorsque les sapeurs-pompiers revendiquent des moyens suffisants pour exercer leurs missions le gouvernement leur répond à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, de Flash-Ball et d'interpellations comme en 2019, en 2025 ou en janvier 2026.

Face au manque de moyens humains et matériels, la population s'organise. Les agriculteurs, livrent partout où ils le peuvent des dizaines de milliers de litres d'eau et participent à la lutte contre les incendies. Des gens viennent spontanément aider. Dans la région de Bergerac en Dordogne, des déplacés trouvent refuge chez les habitants.

Un représentant syndical des sapeurs-pompiers fait l'analyse de cette situation que les médias ne présentent que comme un élan de solidarité : « Quand la population s'organise d'elle-même c'est qu'elle a perdu confiance en l'Etat. » C'est ce qui inquiète la préfète de Gironde qui cherche à canaliser les bénévoles en exigeant qu'ils s'inscrivent en préfecture, c'est ce qui inquiète le gouvernement plus enclin à chercher par tous les moyens à contrôler la population plutôt qu'à en garantir la sécurité.

Mais comment les habitants de Le Porge pourraient-ils avoir confiance en cet état dont la priorité a été de protéger Cap-Ferret, le Saint-Tropez atlantique où Xavier Niel et Delphine Arnaud possèdent un domaine de 9 hectares, en sacrifiant leur commune dont 178 maisons ont entièrement brûlé ?

Comment les gens peuvent-ils encore faire confiance à un gouvernement qui a mis 6 jours à venir sur les lieux faisant montre, pour le moins, d'un certain retard à l'allumage ?

Lille, le 29 juillet 2026